



PREFET DU BAS-RHIN

Préfecture
Cabinet
Direction des sécurités

**Arrêté portant interdiction de stationnement et de circulation sur la voie publique
et d'accès au stade de la Meinau à l'occasion du match de football opposant le
Racing Club de Strasbourg Alsace au Toulouse Football club
le samedi 3 novembre 2018 à Strasbourg**

**LE PREFET DE LA REGION GRAND EST,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,
PREFET DU BAS-RHIN**

- VU le code pénal ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2542-10 ;
- VU le code du sport, en particulier les articles L.332-1 à L.332-18 relatifs aux manifestations sportives, ainsi que les articles R.332-1 à R.332-9 relatifs à l'interdiction de pénétrer ou de se rendre aux abords d'une enceinte où se déroule une manifestation sportive ;
- VU le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 et suivants, et L.226-1 ;
- VU la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le décret du 22 juin 2017 portant nomination de M. Jean-Luc MARX, Préfet de la région Grand Est, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté du 28 août 2007 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux personnes interdites de stade ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2017 portant délégation de signature à Mme Juliette TRIGNAT, Directrice de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin,

Considérant qu'en vertu de l'article L.332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et de venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tels, dont la présence est susceptible d'occasionner des troubles graves pour l'ordre public ;

Considérant que l'équipe du Toulouse Football Club rencontre celle du Racing Club de Strasbourg Alsace au stade de la Meinau, à Strasbourg, le samedi 3 novembre 2018 (coup d'envoi à 20h00) dans le cadre du championnat de France de football de Ligue 1 ;

Considérant que le stade de la Meinau à Strasbourg peut accueillir jusqu'à 27 000 personnes et que la rencontre rassemblera entre 23 000 et 25 000 spectateurs ;

Considérant qu'il existe des risques importants de tensions, de violences sur les personnes et de dégradations sur des vitrines, des commerces ou des équipements ou bâtiments publics et privés ;

Considérant la préparation de la cérémonie officielle de commémoration du centenaire de l'armistice mettant fin à la Première guerre mondiale à Strasbourg le dimanche 4 novembre, en présence du Président de la République et du Président de la République Fédérale d'Allemagne, ainsi que de nombreuses personnalités officielles ;

Considérant la tenue de la rencontre entre l'AS Pierrots Vauban et le Football Club de Mulhouse au stade Emile-Stahl de Strasbourg le samedi 3 novembre à 17h00, dans le cadre du championnat de France de football de National 3, susceptible de mobiliser les forces de sécurité du fait de l'antagonisme entre certains supporters ;

Considérant que l'ensemble des forces de sécurité ne saurait être détourné de ses missions prioritaires pour répondre à des débordements liés au comportement de supporters dans le cadre de rencontres sportives ou à gérer une foule d'individus prompts à l'affrontement avec des supporters adverses ;

Considérant qu'à l'occasion de la dernière rencontre entre le Racing Club de Strasbourg Alsace et le Toulouse Football Club, à Toulouse le samedi 17 mars 2018, des heurts ont eu lieu entre supporters strasbourgeois et toulousains, puis entre forces de l'ordre et supporters strasbourgeois, pour certains armés de bâtons et de barres de fer, entraînant l'interpellation pour violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique de deux supporters strasbourgeois ;

Considérant que dans ces conditions, la présence au centre-ville de Strasbourg, aux alentours et dans l'enceinte du stade de la Meinau, à Strasbourg, de personnes se prévalant de la qualité de supporters du Toulouse Football Club, ou se comportant comme tel, implique des risques sérieux pour la sécurité des personnes et des biens ;

Considérant le risque encouru par le public ainsi que par les joueurs, dans l'enceinte et aux abords du stade, par l'utilisation de pétards, artifices ou fumigènes et tout objet pouvant être utilisé comme projectile ;

Considérant que la bonne gestion de cet événement passe par un encadrement strict des supporters visiteurs et que le risque de troubles graves à l'ordre public est avéré ;

Considérant que l'ensemble des éléments susmentionnés et la prégnance de la menace terroriste sur le territoire national font peser un risque particulier ;

SUR proposition de Madame la Directrice de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Il est interdit, le samedi 3 novembre de 12h00 à 24h00, à toute personne se prévalant de la qualité de supporter du Toulouse Football Club, ou se comportant comme tel, de circuler ou stationner sur la voie publique sur les voies et périmètres suivants :

- Grande-Île (ou ellipse insulaire) du centre-ville de Strasbourg, place du Corbeau, rue des Bouchers, rue d'Austerlitz, place d'Austerlitz et rue de la Brigade Alsace-Lorraine ;
- abords du stade de la Meinau, et notamment avenue de Colmar, rue Montessori, rue de l'Extenwoerth, rue Staedel, rue de la Flachenbourg, piste Georges Speicher et rue des Ciriers.

Article 2

Les supporters du Toulouse Football Club se rendant au stade de la Meinau pour assister à la rencontre entre le Racing Club de Strasbourg Alsace et le Toulouse Football Club doivent se présenter directement à leur arrivée sur les lieux au guichet « visiteurs » du stade, rue des Vanneaux, sans signe ostentatoire.

Article 3

Sont interdits le samedi 3 novembre de 12h00 à 24h00, dans le périmètre défini à l'article 1^{er} et dans l'enceinte et aux abords du stade de la Meinau :

- la possession, le transport, l'utilisation de tous pétards, artifices ou fumigènes ou tout objet pouvant être utilisé comme projectile et tous autres objets pouvant constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal ;
- la possession et le transport de toute boisson alcoolisée.

Article 4

Le présent arrêté peut être contesté selon les voies et modalités de recours figurant ci-dessous.

Article 5

La Directrice de Cabinet du Préfet du Bas-Rhin, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Bas-Rhin, le Commandant du Groupement de gendarmerie départemental du Bas-Rhin, le Maire de Strasbourg sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, lequel sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin, notifié au Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Strasbourg, aux présidents des clubs concernés et affiché aux abords immédiats du périmètre défini à l'article 3.

Fait à Strasbourg, le **30 OCT. 2018**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice de Cabinet,



Juliette TRIGNAT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS

I - La présente décision peut être contestée dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, soit :

par recours gracieux auprès de mes services :

M. le Préfet du Bas-Rhin
Direction des sécurités
5 place de la République
67073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

par recours hiérarchique auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau
75800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision.

S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former un recours contentieux par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31 Avenue de la Paix
67070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous pouvez également exercer un recours en référé sur la base des articles L.521-1 à L.521-3 du code de justice administrative.